LE SOIR

8 PAGES SPÉCIALES

Que nous réserve l'année 2016 ? Comment va-t-elle liquider 2015, ses « tremblements de terre », ses blessures, ses failles, ses aveuglements fanatiques, ses entêtements pas toujours très courageux, ses espoirs aussi laissés de-ci de-là ? A petits frais ? Ou de façon plus essentielle ? Pour tenter d'arracher à l'année qui s'ouvre quelques tendances sur ce qu'elle sera, nous sommes allés chercher la parole de dix experts spécialistes de sujets aussi variés que le Moyen-Orient, les technologies, l'économie, la santé, la politique européenne et américaine… Nos six chroniqueurs maison ont complété l'exercice.

© REPORTERS/IMAGO.

La pulsion de vie, notre objectif absolu pour 2016

Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef.

© DOMINIQUE RODENBACH.

On aimerait le penser : il suffit d'effacer ce 2015 terroriste, tragique, cette année maudite et sidérante des têtes qu'on décapite, des jeunes gens qu'on sulfate, de la musique qu'on muselle, des villes qu'on « éteint » et 2016 peut commencer, comme une page blanche, avec ces beaux et bons moments qu'on aime tant vivre et partager.

Mais non, il ne faut pas rêver : ce 2 janvier s'ouvre déjà lourd des jours qui l'ont précédé. Et nos dirigeants se retrouvent face aux très graves défis qu'ils ont quittés pour quelques heures un soir de réveillon. La violence et le fanatisme aveugles qui peuvent surgir de petites cellules imaginées et composées au sein même de nos villes, Bruxelles, Verviers, Vilvorde, ne sont pas rangés dans la nouvelle boutique des horreurs, ils se fabriquent, s'usinent par des « amateurs » qui, au fil des actes posés, deviennent de plus en plus professionnels. Rien à perdre et donc tout à gagner pour eux dans ce suicide qu'ils jugent désormais plus glorieux que la glande désespérante et hors de la société qu'ils pratiquaient jusque-là. Ils ont rencontré une organisation qui instrumentalise une religion et leur donne le sentiment d'appartenance et de valorisation. Cela prendra du temps – personne ne sait d'ailleurs ni quand ni comment – pour qu'ils se rendent compte que c'est leur âme et l'honneur des leurs que ce pseudo-Etat islamique vampirise.

« *Nous n'en avons pas encore fini avec le terrorisme* », déclarait le soir du 31 décembre le président François Hollande aux Français. C'est une évidence et c'est aussi le dilemme posé à nos sociétés cette année, par ces jeunes kamikazes et leurs mentors criminels : il va falloir lutter pied à pied, chaque jour, contre cette menace insidieuse et mortelle, et en même temps pour ne pas perdre notre âme de démocrates et d'honnêtes hommes.

Ce terrorisme, conjugué avec l'afflux de réfugiés, que nombre d'Européens relient à la présence de cet « autre » dont ils estiment qu'il impose à nos sociétés une autre identité, une autre religion et une autre pratique de la relation entre la religion et l'espace public/l'Etat, va encore davantage nous confronter en 2016 au débat/combat sur la préservation des valeurs occidentales et du choix du vivre-ensemble que les populations européennes « de souche » vont accepter, tolérer, revendiquer.

C'est ce qui fait au premier chef de 2016 une année très périlleuse, non seulement parce que le terrorisme met nos vies en danger, mais aussi parce que notre manière de le combattre, de la Hongrie à la Belgique, de la Pologne à la France, des Etats-Unis à l'Allemagne, peut modifier substantiellement nos démocraties. Les défis sont très compliqués, c'est pourquoi nous avons convoqué des experts pour nous aider autant à réfléchir qu'à trouver des réponses. Car il faut se méfier plus que jamais du simplisme et de l'état d'urgence mental, stimulés par les inquiétudes bien légitimes.

« Cette année, il faudra se battre autant pour ce qui fait vivre et rêver les hommes, que contre ce qui les assassine »

La lecture du philosophe Vincent de Coorebyter nous montre ainsi toute la complexité de l'outil « laïcité » qui devrait faire un *comeback* en force en 2016, si les politiques vont au-delà de l'effet d'annonce. Cette laïcité est brandie de plus en plus comme une nécessité, une barrière au fanatisme : est-elle praticable, avec quels effets, comment aller plus loin que ce qui existe ? Jusqu'où la religion a-t-elle sa place dans la société ? Comment la borner ? L'islam seul est-il finalement concerné ?

« *Notre panique serait leur victoire* » : le politologue Jean-Paul Marthoz convoque notre conscience des tragédies de l'histoire et les écrits des penseurs résistants (Camus, Bernanos), pour implorer les dirigeants et les opinions publiques de ne pas faire sombrer la démocratie dans cette lutte contre la barbarie : « *Ce ne sont pas les bombes qui nous vaincront, mais notre propre hystérie.* » A lire.

L'action contre le terrorisme à court terme ne peut être que sécuritaire : il faut repérer, arrêter, démanteler, ici et là-bas, dans les territoires de l'EI. C'est surtout l'affaire de la police, des ministres de l'Intérieur et de leurs chefs de gouvernement. Mais l'action de fond, elle, doit viser, comme le dit Ismaël Saïdi, l'auteur de la pièce *Djihad*, les générations d'après ces terroristes fanatisés sans doute perdus pour les démocraties occidentales et orientales. Trois pistes.

Il faut, dans toutes les communautés, du courage et du sens commun. En remettant des balises claires, en dénonçant, là où on est, les dérives et les exploitations fausses d'une peur ou d'une religion. Il y a ainsi, du côté de certains hommes politiques, trop de prises de parole démagogiques et électoralistes, mais à l'inverse, trop peu de la part des responsables musulmans, en Belgique particulièrement.

Il faut aussi en Belgique agir fort sur et avec l'école, lieu par excellence de l'apprentissage de la raison, de l'histoire et du vivre-ensemble. C'est la grande absente de 2015 dans le dispositif antiterroriste. Ce ne peut plus être le cas en 2016.

Il faut aussi que notre projet de vie belge et européen soit plus inspirant, visionnaire et affirmé. C'est par défaut, lorsque nos valeurs sont menacées, que nous mesurons leur force, leur richesse, et notre attachement. Trop tard et presque par hasard. Si, chez certains, la religion a pris tant d'espace dans les têtes, et si, en réaction, chez d'autres, c'est le racisme qui gagne les cerveaux, c'est aussi parce que nos projets de société n'offrent pas suffisamment d'horizons mobilisateurs, ciments d'identité. Réinventer la mobilité – au lieu d'être englués dans le cercle grèves/économies, sans issue, de la SNCB –, réinvestir dans l'école, tracer les nouvelles donnes énergétiques, organiser les participations citoyennes : l'urgence en 2016 est autant à stimuler la flamme de l'imagination, comme l'écrivent l'économiste Paul De Grauwe et le culturel Bernard Foccroulle, qu'à éteindre celles des actes terroristes. Cette année, il faudra se battre autant pour ce qui fait vivre les hommes que contre ce qui les assassine. ■

5 août

Cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Rio dans le légendaire stade Maracanã. La 31e olympiade de l'ère moderne se clôturera le 21 août.

3 septembre

Point d'orgue des festivités organisées pour célébrer le 350e anniversaire de la fondation de la ville de Charleroi. La journée sera notamment marquée par un grand événement festif et l'inauguration officielle du complexe cinématographique, artistique et culturel « Quai 10 ».

Alain Berenboom C'est demain la veille

© BRUNO D'ALIMONTE.

Alain Berenboom
Romancier, chroniqueur au « Soir », Alain Berenboom est un avocat spécialiste des droits intellectuels et des médias, de la communication et de la presse. Il est également professeur à l'ULB. Son roman « Monsieur Optimiste » (Genèse Edition), prix Rossel 2013, a été adapté au théâtre.

L'histoire commence à la rédaction dans l'atmosphère léthargique du début 2016. Une dépêche bizarre me fait lever les paupières. Un anthropologue allemand en vacances dans le Namurois prétend avoir repéré les traces d'un homme de Néandertal. Hum… Ça nous change du monstre du Loch Ness. Bien sûr, j'aurais dû jeter la dépêche à la poubelle. Mais je trouvais que le type qui avait eu cette idée loufoque méritait un peu d'égards. Encore fallait-il le dénicher. Je finis par retrouver le journaliste qui avait rédigé la dépêche dans un camping de Faulx-les-Tombes.

Etape suivante, mettre le grappin sur mon joyeux farfelu au milieu des mobilhomes. Herr Doktor Professor Von Straffenberg ne ressemblait pas du tout à l'image que je m'étais faite de lui. C'était un homme à l'allure sportive, d'une trentaine d'années, dont les longs cheveux blonds tombaient sur les épaules. Il parut étonné de me voir débarquer seul, sans photographe ni caméra. Ma découverte est historique, dit-il, des éclairs de folie dans le regard.

Sympathique, d'accord. Mais historique ? Il y a cent cinquante ans qu'on a découvert les premiers fossiles de cette race éteinte, Monsieur le professeur. Non loin d'ici justement, dans une grotte à Spy.

Ach ! L'homme de Spy vivait il y a trente-six mille ans. Tandis que le mien, écoutez bien, est mort la semaine dernière.

Avant que je sois revenu de ma surprise, von Straffenberg m'entraîna dans un petit local à l'arrière du camping. Il avait réquisitionné la grande glacière du bar pour accueillir son cadavre. Herr Professor ouvrit le couvercle et me désigna la chose d'un geste pompeux.

Sur un point, il n'avait pas menti. Vu l'état de conservation du corps, pas de doute, cet homme était mort il y a quelques jours. J'avais l'impression de contempler l'une de ces reconstitutions en cire fabriquées pour les musées d'histoire naturelle. Von Straffenberg avait-il vérifié qu'il s'agissait d'un être humain et non… « *Ja !* coupa-t-il en brandissant un scalpel. *Pour qui me prenez-vous ?* »

Je n'en croyais pas mes yeux. Sorti d'une lointaine préhistoire, le personnage avait un énorme visage simiesque, des cheveux et des poils longs et bruns, des yeux profondément enfoncés dans leurs orbites qui me fixaient de façon hypnotique avec un regard méchant, comme s'il m'en voulait de le regarder couché au milieu de canettes de coca et de Jupiler – les homo sapiens savent pourquoi.

« L'homme de Spy vivait il y a 36.000 ans. Tandis que le mien est mort la semaine dernière »

La suite de l'histoire est bien connue des survivants. La confirmation des conclusions du professeur von Straffenberg par toute la communauté scientifique. L'exploration de la région par une expédition de savants qui parvint à repérer une tribu de Néandertal, vivant dans une mine abandonnée, la liesse qui accompagna leur arrivée sur la Grand-Place de Bruxelles puis à New York.

On ne sait plus qui au Pentagone eut l'idée d'envoyer nos redoutables ancêtres combattre les terroristes islamistes sur le terrain en Irak. Au début, ce fut l'enthousiasme. Leur sauvagerie causa une véritable panique dans les rangs des terroristes. D'autant que les hommes de Faulx-les-Tombes se révélèrent cannibales. L'état-major de la coalition ferma les yeux sur ce petit détail. On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, déclara un responsable devant une commission du Sénat. Mais on n'avait pas mesuré l'effet de la viande halal humaine sur l'organisme des Néandertal et sur leurs capacités de reproduction.

Maintenant que nous ne sommes plus qu'une poignée de Sapiens sur terre, les savants se sont enfin mis à étudier la question. Le professeur von Straffenberg nous promet une communication à ce sujet prochainement. Il faudrait qu'il se dépêche s'il ne veut pas que seuls des Néandertal assistent à sa conférence. Surtout que, sur l'invitation, il est inscrit un peu imprudemment « Buffet à volonté ». ■

Et si l'homme de Spy avait disparu il y a une semaine seulement ? Cela nous changerait de la légende du monstre du Loch Ness… © LAURENCE LEBERGER.

Jean De Ruyt « L'Europe sortira plus intégrée de ces crises »

© DR.

Jean De Ruyt
Il est aujourd'hui consultant et professeur invité à l'UCL, après une longue carrière au service de la diplomatie belge, qu'il a achevée comme représentant permanent auprès de l'UE entre 2007 et 2011. Il a aussi été, entre autres, ambassadeur auprès de l'Otan et directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères. Il a publié cette année un essai sur « Le leadership dans l'Union européenne », aux Presses universitaires de Louvain.

ENTRETIEN

L'Europe a vécu difficultés et divisions en 2015. Par le passé, celles-ci ont parfois permis davantage d'intégration.

Etes-vous d'accord avec le constat partagé par beaucoup que cette année de crises a été l'une des plus dures, sinon la plus dure de l'histoire de l'UE ?

Elle a été dure, parce qu'on a dû faire face à beaucoup d'événements inattendus, comme la Grèce et la crise des réfugiés. Mais, sur les trente années que j'ai passées dans les affaires européennes, on a eu d'autres années dures, où tout le monde disait aussi que l'Europe est divisée, etc. Mon impression est qu'en dépit des difficultés de l'année 2015, où on a découvert que la crise de l'eurozone qu'on avait pensé réglée ne l'était pas, on est quand même déjà du côté des solutions.

Vous diriez la même chose sur le problème de la migration et des réfugiés ?

Oui. Ces problèmes ne sont pas neufs, on en parle depuis dix ans, mais cela paraît insoluble pour les hommes politiques : quand la droite fait quelque chose, c'est critiqué par la gauche et vice versa. C'est donc une affaire très difficile, et l'UE n'était pas préparée, même si à divers moments on avait été très fiers d'avancées, comme la directive retour qui avait été très difficile à négocier. Car on touche à la souveraineté nationale. Mais on en est quand même à parler aujourd'hui de gardes-frontières européens. C'est le schéma classique qui émerge, celui qui énerve tant les Anglais : les crises nous amènent chaque fois à aller plus loin dans l'intégration.

Et à l'extérieur de l'UE ?

Là où on a plutôt reculé, et on le voit dans la crise syrienne, c'est en matière de défense. Mais cela m'a fait plaisir de voir que Federica Mogherini, qui est meilleure que celle qui l'a précédée, était présente à Vienne à la conférence sur la Syrie. Peut-être que l'UE finira par occuper une place plus grande dans la crise syrienne.

En somme, vous êtes plus optimiste que les autres.

En tout cas, sur les trois grands défis, où l'UE a agi en plein désarroi, j'ai l'impression qu'on en sortira plutôt avec une Europe plus intégrée. Et enfin, il faut souligner autre chose : la Commission Juncker s'est avérée une bonne surprise. On a longtemps eu une Commission qui avait disparu des radars, au point qu'on avait l'impression que c'était le président du Conseil européen qui exerçait le leadership européen. Or, Juncker a manifesté de l'indépendance et de l'initiative, avec ses grands projets comme l'Union de l'énergie, le grand marché digital.

Reste la crise peut-être à venir : le Brexit…

Ceci me rend par contre pessimiste. Je pense qu'on aura au bout du compte un accord avec les Britanniques. On en discute déjà beaucoup en coulisses pour trouver des formules qui les satisfassent. Mais le problème, ce ne sera pas en février lors du sommet où doit se conclure la négociation avec David Cameron. Le problème, ce sera le référendum qui devra l'approuver.

Mais les « formules » dont vous parlez ne constitueront-elles pas des concessions sur des principes de fond, notamment sur la liberté de circulation des travailleurs ?

De toute façon, ce sera mauvais. Mais le risque existe dans d'autres chapitres de la négociation. S'il en ressort que l'euro n'est plus défini comme la monnaie unique de l'UE, ce serait un énorme recul. Car l'euro a été défini comme l'un des fondements de l'Europe au moment du traité de Maastricht, faisant partie du processus d'intégration européenne.

Je sais que la Belgique est l'un des seuls pays à dire cela dans les discussions. S'il n'y en a plus qu'un, je crois qu'on devra être celui-là, même si on devra céder à la fin. Mais encore une fois : personne ne peut prédire le résultat du référendum. Comme d'habitude, tout dépendra des circonstances dans les semaines qui précéderont.

Je ne sais pas si dans l'état actuel de l'UE, avec tous ces chantiers ouverts, on sera assez forts pour résister au départ des Britanniques.

On n'a pas besoin d'un ébranlement pareil, à un moment où il y a de grands problèmes politiques : voyez l'Espagne après les élections, ou l'évolution du nouveau gouvernement polonais.

Percevez-vous comme un nouveau danger le fossé qui est apparu dans la crise des réfugiés entre les anciens Etats membres et les nouveaux d'Europe centrale ?

Je pense que c'est moins un problème de solidarité que le fait que ces pays ont dû se battre pour leur indépendance récente. Ils acceptent très difficilement des contraintes imposées de l'extérieur. Et si l'aspect identitaire intervenait aussi dans leur attitude, je pense que c'est transitoire.

Le livre que vous avez publié cette année est intitulé « Le leadership dans l'Union européenne » : on a beaucoup dit cette année que l'Europe manquait soit de leaders, soit de capacité de décision…

On a pu constater que l'emprise de l'Allemagne dans le processus décisionnel s'est amplifiée et est devenue encore plus visible. Matteo Renzi l'a d'ailleurs dit lors du dernier sommet (Le Premier ministre italien aurait dit que « c'en est assez de l'Europe dirigée par l'Allemagne », NDLR). *C'est intéressant, car il est le premier à oser le dire publiquement.* ■

Il faudra lâcher du lest vis-à-vis de David Cameron, Premier ministre britannique, pour éviter le Brexit. © REUTERS

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

26 mai

Sommet du G7 à Shima, au Japon. Il précédera un autre sommet de grande importance, du G20 cette fois, qui se tiendra les 4 et 5 août à Hangzhou, en Chine.

10 juin

Le match d'ouverture de l'Euro 2016 de football opposera la France à la Roumanie à 21 h au Stade de France. Dans le groupe E, les Diables rouges entameront la phase éliminatoire face à l'Italie, le 13 à 21 h, à Lyon. La finale de la compétition sera disputée le 10 juillet.

ns qu'une demi-finale pour ces Diables »

En quoi les Diables rouges ont-ils évolué depuis le Brésil ?
Principalement en maturité. Ils ont désormais cette capacité de répondre présent, de « faire le boulot », ce qui est le propre des grandes équipes. Ils n'ont pas été convaincants au niveau du fond de jeu lors des éliminatoires, mais combien d'équipes n'ont pas été championnes du monde ou d'Europe en n'évoluant pas de manière attractive ? L'équipe est aussi plus forte qu'en 2014 rien que par la présence de Nainggolan, qui a apporté énormément de consistance dans l'entrejeu. Peut-être nous manque-t-il encore un vrai buteur, un « tueur » comme Messi, Ronaldo, Müller ou Lewandowski.

Mettez-vous dans la peau de Marc Wilmots : quel onze alignez-vous le 13 juin face à l'Italie pour le premier match de l'Euro ?
Dans le goal, il n'y a pas photo : Courtois ; à terme, il devrait être notre capitaine, notre Buffon. La défense, je n'y toucherais pas beaucoup avec, de droite à gauche, Alderweireld, Kompany – s'il est « fit » –, Lombaerts et Vertonghen. Nainggolan au milieu, c'est clair. Puis, De Bruyne, qui doit jouer dans l'axe et, sur les flancs, Hazard à gauche et Mertens à droite. Devant, je mets Benteke, qui est le plus complet de tous les attaquants. Il m'en reste un… Fellaini m'a déçu plusieurs fois cette saison avec Manchester United ; mais c'est un joueur tellement atypique, avec une présence physique impressionnante, qui peut débloquer une situation, que je m'en passerais difficilement. Mais je ne l'utiliserais pas tout le temps.

Kompany est à nouveau blessé. Cela commence à faire beaucoup…
Il a toujours été fragile mais il a toujours été là dans les grands moments. Il est arrivé à un moment de sa carrière où il est suffisamment intelligent pour savoir ce qu'il doit faire pour se préparer et pour arriver à l'Euro avec un minimum de matchs tout en étant prêt.

Votre pronostic pour l'Euro ?
Je mise sur une finale Allemagne-Belgique avec victoire de la première. Derrière, je vois l'Espagne et l'Italie, et la Croatie en gros outsider. ■

Propos recueillis par Ph. V.W.

Raf Mertens « Mieux prédire les maladies ne doit pas mener l'humain au désespoir »

© KCE

Raf Mertens
Il est directeur général du KCE, centre fédéral d'expertise des soins de santé, organisme chargé de conseiller les pouvoirs publics pour le meilleur usage des soins de santé et de l'assurance-maladie. Il vient d'être renommé pour un deuxième mandat de six ans. Il a dirigé auparavant le Service recherche et développement des Mutualités chrétiennes.

ENTRETIEN

Le séquençage à haut débit du génome fait évoluer la médecine. La question des coûts de soin de santé aura aussi un certain écho.

Que peut-on espérer de l'innovation en santé en 2016 ?
En science, la prédiction est un art quasi interdit. Le passé et l'analyse de celui-ci nous éclairent sur les bons choix à opérer, mais je n'ai pas de boule de cristal. Cette réserve faite, il est net que ce sont les progrès de la génétique qui risquent de nous apporter de grandes avancées dans les traitements de nous dépasser.
Le séquençage à haut débit du génome permet de développer la médecine personnalisée, d'utiliser des médicaments qui sont actifs sur certaines maladies très particulières, comme certaines variantes de cancers, qui sont liés à des mutations. Mais il y a des écueils : ces médicaments, qui ne peuvent plus être utilisés très largement, sont, du coup, généralement de plus en plus chers.
L'autre volet, c'est la prédiction du risque : on pourra dépister les maladies en déduisant le risque de la lecture de notre génome. Mais cela risque d'entraîner des décisions extrêmement difficiles, comme l'avortement thérapeutique ou les sélections géniques. Il faudra donc faire très attention à ne pas verser dans un eugénisme à outrance.
Par ailleurs, nous sommes particulièrement mal armés pour estimer le risque, pour jauger ce qui est proportionné ou non par rapport à un risque de maladie. Il ne faudrait pas transformer un progrès en dépistage en une immense paranoïa ambulante. La connaissance de nos gènes ne doit pas nous mener au désespoir parce que nous ne savons que faire de ces risques de développer une maladie, peut-être des années plus tard.
Beaucoup de progrès amènent un revers de la médaille qu'il faut regarder en face si l'on veut rester des agents de ce progrès et pas des objets.

On est en train de passer d'un modèle du médecin isolé dans son cabinet à un système de collaboration. © BELGA.

La médecine connaît beaucoup de réformes…
On est en train de passer d'un modèle du médecin isolé dans son cabinet à un système de collaboration, où des métiers différents interagiront sous la supervision du médecin. Certains gestes peuvent être posés par des infirmiers, des kinés, des techniciens de santé. Mais sans perdre la qualité humaine.

Est-il encore temps ? Pour plusieurs pays qui nous entourent, frappés par la crise, les indicateurs de santé plongent.
On ne peut plus justifier des taux de croissance des soins de santé qui sont doubles de ceux du PIB, ce n'est pas tenable pour une société. Mais les moyens d'avoir un système de santé efficace sont encore là.
La situation nous oblige à aller vers davantage d'efficience. Certains doivent accepter de déléguer des tâches qui peuvent être effectuées par d'autres professionnels de santé. Et il faut privilégier une multidisciplinarité qui met le patient au cœur du processus.
Quand on a opéré un patient d'un cancer de l'œsophage, il faut réussir l'opération, mais aussi lui permettre de se revalider, de pouvoir manger normalement, parler à nouveau.
Il faut s'écarter d'un système dominé par une rémunération à l'acte vers un système qui encourage la collaboration entre plusieurs intervenants de manière à offrir les soins les plus appropriés au meilleur endroit pour le patient. ■

Propos recueillis par FRÉDÉRIC SOUMOIS

Jean-Paul Marthoz Notre panique serait leur victoire

© PIERRE-YVES THIENPONT.

Jean-Paul Marthoz
Chroniqueur au « Soir », Jean-Paul Marthoz n'est pas que journaliste. Il milite pour les droits humains, hier au sein de Human Rights Watch, aujourd'hui comme correspondant en Europe du Committee to Protect Journalists. Dernier ouvrage paru : « Objectif Bastogne » (Grip, 2015).

Les terroristes qui ont ensanglanté l'année 2015 risquent bien de hanter 2016. A coups de bombes, de mitraillages aveugles ou de voitures piégées, ils chercheront à polariser les sociétés démocratiques et à éliminer cette zone de liberté, de pluralité et de raison, cette « zone grise » comme les songe-creux de Daesh l'appellent, « qui sépare les djihadistes des croisés ». A l'image des idéologues hallucinés de l'extrême gauche des années 70, ils s'obstineront à provoquer une réaction brutale des Etats démocratiques, pour que ceux-ci « révèlent leur vraie nature, islamophobe et autoritaire ».

Les convictions et le sang-froid de nos dirigeants et citoyens vont être rudement mis à l'épreuve. Le libéralisme politique, symbole de toutes les « perversions de l'Occident », est directement visé par le djihadisme, mais il est aussi menacé par les réactions de crispation qu'il risque de provoquer au sein de l'opinion publique et au niveau de l'Etat. « *Ce ne sont pas les bombes qui nous vaincront, mais notre propre hystérie* », avertissait début décembre Simon Jenkins dans *The Guardian*.

Certains, surgis des bas-fonds de la politique, instrumentalisent la menace terroriste en proclamant que seul l'extrémisme peut contrer l'extrémisme. De la Corse à l'Allemagne, des nervis se font « justiciers » et ripostent « œil pour œil, dent pour dent », en espérant, comme Daesh, éliminer cette « zone grise » qui entrave leurs noirs desseins.

Durant la Conférence de Paris sur le climat, en plein état d'urgence, la police a mené des perquisitions dans un immeuble qui abritait des militants écologistes. © AFP

Blessés, menacés, des Etats démocratiques sont à tout moment tentés de sur-réagir. Une démocratie a évidemment le droit de limiter certaines libertés pour assurer la sécurité. Mais l'efficacité de ces mesures exceptionnelles dépend d'une évaluation rigoureuse de la nature de la menace. Elle dépend aussi du respect strict de la loi et de la morale « républicaines ». Ainsi, bien que les dérives recensées par l'observatoire de l'état d'urgence mis en place par *Le Monde* ne dessinent pas le spectre d'un Etat totalitaire, elles dénotent des dysfonctionnements et un arbitraire préoccupants, qui sapent l'honneur des institutions et l'efficacité de la lutte antiterroriste.

« Angélisme ! », tonneront sans doute les néo-réactionnaires, ces partisans de la politique du coup de menton et du coup de poing en Irak et en Libye en partie à l'origine de cette nouvelle phase du terrorisme international. Cette fois-ci, toutefois, la riposte ne peut faire l'économie de la complexité. La « zone grise » est ce qui détermine une démocratie avancée.

Tentation du simplisme

C'est dans ces « détails » de l'Etat de droit, de la non-discrimination, de la liberté d'expression, que se définit l'essence d'une société. « *Nous luttons pour cette nuance qui sépare le sacrifice de la mystique, l'énergie de la violence, la force de la cruauté, pour cette faible nuance encore qui sépare le faux du vrai et l'honneur que nous espérons des dieux lâches que vous révérez* », écrivait l'écrivain résistant Albert Camus en 1943 à l'adresse des nazis et des pétainistes.

Bien sûr, n'est pas Camus qui veut : la tentation du simplisme et du conformisme a toujours alimenté la trahison des clercs. « *La route de crêtes*, comme disait Charles de Gaulle, *est moins fréquentée…* » Et pourtant, lorsque la peur pousse à suivre une politique de réflexes et d'instinct, les voix dissonantes sont plus essentielles que jamais. A l'image de ces deux intellectuels, l'un de gauche, George Orwell, l'autre de droite, Georges Bernanos, qui, lors de la guerre d'Espagne, sonnèrent le tocsin et dénoncèrent la montée aux extrêmes. A l'image de ces « insoumis », Etty Hillesum, Nelson Mandela, Germaine Tillion, récemment célébrés par Tzvetan Todorov, « *qui refusent de se soumettre tant aux adversaires qui les menacent qu'à leurs propres démons* ».

« Lorsque la peur pousse à suivre une politique de réflexes et d'instinct, les voix dissonantes sont encore plus essentielles »

Quand l'anxiété rôde, le risque de céder à ses « propres démons » est en effet très réel. « *La conscience nationale*, notait Georges Bernanos en 1942, *peut, comme n'importe quelle conscience humaine, non seulement laisser s'obscurcir peu à peu en elle la notion du bien et du mal, mais aussi la perdre tout à coup, par une de ces sortes d'effondrements dont la vie des individus n'offre que trop d'exemples.* » C'est en pleine conscience des tragédies de l'histoire que la lutte contre le terrorisme doit être pleinement assumée – et cadrée – par les libéraux et progressistes. Parce qu'en refusant d'opposer le populisme milicien ou la déraison d'Etat à l'obscurantisme et au fanatisme, ils infligent aux terroristes la seule vraie défaite. ■